



NPA

**JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

Pour prendre contact:

Par mail contact-jeunes@npaz009.org ou
envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue
Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :

Précarité, formations aux rabais... **C'est notre avenir qui est en crise !** **RÉSISTANCE!**

Les jeunes sont touchés encore plus violemment que les autres par la crise. Leur taux de chômage atteint 23,5 %, une augmentation 7 fois plus importante que les autres catégories de salariés. Seuls 38 % des jeunes diplômés l'an dernier ont trouvé un emploi. Face à cette situation, le gouvernement multiplie les annonces. Mais loin d'améliorer les choses, le chômage des jeunes sert de prétexte pour faire passer de nouvelles attaques contre les droits des salariés et faire de nouveaux cadeaux aux patrons.

Une nouvelle loi sur la formation professionnelle qui précarise encore plus les jeunes

Une nouvelle loi sur l'orientation et la formation professionnelle est en discussion au Sénat. Sous couvert de trouver un emploi aux jeunes sans qualifications, le gouvernement prévoit de généraliser les formations en alternance et en apprentissage. Leur objectif est d'atteindre 1,2 millions de jeunes en alternance d'ici 2015. Ce type de formation fournit aux patrons une main-d'œuvre précaire et sous-payé. En France, un apprenti de moins de 18 ans touche... 30 % du SMIC !

Leur objectif est aussi de pousser le maximum de jeunes en difficulté scolaire à sortir du cursus général et à se tourner vers les « Ecoles de la Deuxième Chance ». Ces écoles sont directement financées par des entreprises comme Vivendi Universal, GDF-SUEZ ou encore la BRED... En plus, elles n'offrent même pas de diplôme reconnu sur le marché du travail mais développent des formations en alternance et en apprentissage pour obtenir une « Attestation de Compétences Acquisées ».

Un amendement du Sénat à cette loi propose d'étendre l'apprentissage aux jeunes dès 15 ans. C'est clairement une remise en cause de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

Exonération de charges pour les patrons contre RSA pour les jeunes

Pour soi-disant pousser les entreprises à embaucher des jeunes, le gouvernement nous ressort la bonne vieille recette des exonérations de charges sociales, primes aux entreprises ou contrats aidés spécial jeunes. Encore des cadeaux aux entreprises, alors qu'on sait très bien que ce type de mesures n'a jamais permis de faire baisser le chômage. Par contre pour les jeunes, ce n'est pas des cadeaux que le gouvernement nous fait. Il propose l'extension du RSA aux jeunes moins de 25 ans : maintenant les jeunes aussi seront obligés d'accepter n'importe quel emploi pour un salaire de misère.

C'est dans la rue que nous stopperons leur politique !

Le gouvernement ne cherche pas à résoudre le problème du chômage des jeunes. Son objectif est de briser nos conditions de travail pour que les patrons fassent toujours plus de profit. Ce qui permettrait réellement aux jeunes de s'en sortir dans cette société c'est une allocation d'autonomie à hauteur du SMIC qui permettrait à chacun de suivre de vivre et se former. Ce que nous voulons, ce n'est pas une « Attestation de Compétences Acquisées » mais des diplômes avec un contenu de qualité reconnu sur le marché du travail et qui nous garantissent un salaire correct. Pour réduire le chômage, il faudrait partager le travail entre tous au lieu d'augmenter le temps et les cadences de travail. Pour sortir les jeunes de la précarité, il faudrait interdire tous les contrats précaires.

Le 7 octobre prochain aura lieu une journée de mobilisation internationale pour le travail décent. En France, des rassemblements se préparent. Partout, nous devons nous saisir de cette date comme d'un tremplin pour construire la résistance face aux attaques. Mais une date isolée ne suffira pas à inverser la vapeur face à ce gouvernement de combat. Nous avons besoin de construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, qui fassent converger les luttes pour mettre un coup d'arrêt à la classe dirigeante.